



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 02/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

UNIVAR

Immeuble Cityscope
3 rue Franklin
93100 Montreuil

Références : 2026_UD33_CRA_167

Code AIOT : 0005200446

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement UNIVAR implanté 24, Rue Descartes 33290 Blanquefort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNIVAR

- 24, Rue Descartes 33290 Blanquefort
- Code AIOT : 0005200446
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société UNIVAR exploite sur le site de Blanquefort un établissement qui réalise les activités suivantes :

- un stockage de produits chimiques essentiellement inflammables ou corrosifs, en vrac, en réservoirs aériens et en petits contenants ;
- une activité de remplissage de fûts et de GRV (1000 l).

Ces installations ont été autorisées par l'arrêté préfectoral du 18 décembre 1995. Elles sont également réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/03/2025.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	1 mois
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée de la société UNIVAR, à Blanquefort a permis notamment de constater que :

- les fiches de données de sécurité des produits chimiques stockés étaient facilement accessibles par informatique ;
- qu'une formation spécifique aux risques portant sur les produits chimiques est dispensée tous les 3 ans par la société UNIVAR à ses employés ;
- la nécessité de vidanger les eaux présentes dans les rétentions de produits chimiques et dans le bassin de confinement ;
- la présence de produits chimiques et inflammables au niveau de la zone de préparation, sans rétentions dédiées, pouvant rester plus d'une journée ;
- la conformité de l'état des stocks sur les matières dangereuses.

Des actions correctives doivent être mises en place par l'exploitant pour vidanger les rétentions de zones de stockage et le bassin de collecte des eaux incendie et pour améliorer la gestion de la zone de préparation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Lors de la visite, l'inspection des installations classées a vérifié une FDS d'acide chlorhydrique datée du 14/08/2025, une FDS d'hypochlorite de sodium datée du 17/03/2021, et une FDS d'éthanol datée du 1/10/2025. Les 3 FDS étaient facilement accessibles et comportaient les mentions de danger des produits stockés. Les travailleurs du site ont accès aux FDS par informatique et aux principales informations des FDS sur les contenants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme précisé dans le point de contrôle précédent, 3 FDS ont été consultées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une d'acide chlorhydrique ; - une d'hypochlorite de sodium ; - une d'éthanol. <p>Les préconisations des FDS sont accessibles avec les FDS par informatique.</p> <p>Il est à noter qu'une formation sur les risques chimiques est réalisée à l'attention du personnel, par la société UNIVAR, tous les 3 ans. Suite à cette formation, un test des connaissances acquises est effectué.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté un peu d'eau dans les rétentions de produits chimiques en réservoirs ainsi qu'une quantité d'eau importante dans le bassin de confinement.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il convient de vider l'eau présente dans les rétentions et dans le bassin de confinement après avoir vérifié par des analyses l'absence de pollution de ces eaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que des GRV de produits comburants étaient stockés à proximité de GRV d'acide nitrique, ce qui n'est pas prévu ; - au niveau de la zone de préparation, la présence de GRV de liquides inflammables, d'acides et de bases sans rétentions dédiées pouvant rester une journée jusqu'au lendemain matin. En cohérence avec l'article 8 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, il pourrait être accepté que cette prescription ne soit pas appliquée à la zone de préparation de commande sous réserve du respect des prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • les produits stockés dans la zone de préparation sont limités en quantité à l'équivalent d'un camion (quantité à préciser), • la durée de présence des produits dans la zone de préparation est limitée à une journée et, en tout état de cause, aucun produit ne pourra y être stocké en dehors des heures de fonctionnement des installations, • au moins un personnel de la société UNIVAR est présent en permanence à proximité de la zone de préparation lorsque celle-ci comprend des produits. <p>Enfin, l'exploitant étudie la possibilité de mettre en place des mesures compensatoires à cette exemption, comme la mise en place de rétentions mobiles sur cette zone, et la possibilité de matérialiser au sol cette zone. Ces éléments sont à transmettre à l'inspection dans un délai de 3 mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de ne pas stocker d'acide nitrique à côté de produits comburants comme prévu ; - de stocker les GRV d'acides, de bases et de liquides inflammables en attente d'expédition comme indiqué dans le point de contrôle ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks du 27/02/2026 des matières dangereuses a été consulté lors de l'inspection. Il n'a pas mis en évidence de dépassements des quantités de produits autorisés à être stockés au niveau des liquides inflammables et des produits chimiques.</p> <p>L'état des stocks comportait la date d'édition, le nom des produits, les quantités stockées, les mentions de dangers et la localisation des stockages.</p>
Type de suites proposées : Sans suite